

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3824 - Vendredi 19 Février 2021 - Prix : 200 Fc

COVID-19

La circulation du virus à Anjouan est quasi stable



Hôpital de Bambao Mtanga, Anjouan

TÉLÉCOMMUNICATION

**Christophe Olivier promet
une amélioration du réseau Telco sur Moroni**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles Du 16 au 20 Février 2021

Lever du soleil:
06h 07mn
Coucher du soleil:
18h 36mn

Fadjr : 04h 55mn
Dhouhr : 12h 26mn
Ansr : 15h 51mn
Maghrib: 18h 39mn
Incha: 19h 53mn



NOUVEAU BUREAU DE L'UNION AFRICAINE

Le destin de l'Océan Indien et l'Afrique de l'Est dans les mains du président Azali

Le président Azali Assoumani est élu la semaine dernière deuxième vice-président du bureau de l'Union Africaine. Cette distinction est le fruit de l'implication du chef de l'Etat dans plusieurs initiatives de l'organisation mais aussi de son passé politique selon ses proches collaborateurs..

À l'issue du 34e sommet de l'Union Africaine, le président Azali Assoumani est élu par ses pairs deuxième vice-président de l'organisation. Cette vice-présidence met l'Union des Comores dans la même équipe que des pays de plusieurs dizaines de millions d'habitants, et des économies nettement plus fortes. « Ce poste de vice-président offre à notre pays plusieurs aspects positifs. D'abord nous avons l'honneur d'être dans le gouvernement de l'Afrique et de décider de la destinée de tout un continent de plus d'un milliard d'individus. Il est clair que pour la coordination de la communication du président, cette distinction du président Azali est un formidable challenge. Cette tribune qui offre une visibilité internationale encore plus grande, à la fois pour le pays, mais aussi pour un président qui a déjà une place confortable dans la cour de grands d'Afrique, nous oblige de nous surpasser. Et nous

devons adapter notre communication en conséquence », déclare Mohamed Abdou Mbechezi, le chef de la communication à Beit Salam.

Avec ce poste de vice-président, le président de la République a le privilège singulier d'être à la tête de 2 régions prometteuses pour l'Afrique. D'abord l'Océan Indien avec tous ses enjeux géostratégiques, l'autoroute des supertankers, l'exploitation de l'économie bleue avec les 5,5 millions de km² de Zone Economique Exclusive, les 750 km de littoral et seulement 4% d'échanges économiques entre les îles, mais aussi les importantes ressources fossiles de Madagascar et des Comores. « Sur ce point, le Président Azali aura sans doute un rôle majeur d'impulsion de nouvelles politiques économiques et d'orientations stratégiques de cette zone aux fortes potentielles économiques », précise-t-il.

Ensuite l'Afrique de l'Est, avec ses disparités et ses complémentarités. « Nous sommes effectivement dans une zone de plus de 300 millions d'habitants. Une vraie société de consommation mais qui est face à plusieurs conflits qui nécessitent des décisions concertées et durables comme en Somalie, au Sud-Soudan, voire même en Érythrée, poursuit-il. Nous allons aussi vers des échéances électorales dans certains pays, comme la Somalie.

Tout ceci met le Président Azali en pole position pour prêcher la bonne parole et apporter des solutions. Et il a un rôle incontestable de leader, de part cette distinction de vice-président ».

Le chef de l'Etat étant l'un des premiers défenseurs de l'acte fondateur de l'Union africaine signé en juillet 2002 à Durban en Afrique du Sud, il reste un témoin oculaire, un fondateur de l'UA dont il connaît bien l'histoire et les rouages pour avoir incarné ces 20 dernières années toujours ses valeurs chères. « Le message politique est claire, limpide et ne souffre d'aucune ambiguïté. L'Afrique fait confiance au Président Azali. L'homme qui a réconcilié son pays en 2002, qui a respecté l'alternance politique, qui a joué son rôle d'opposant pendant 10 ans en respectant les principes républicains; cet homme revenu au pouvoir qui a remis son mandat en jeu au bout de 2 ans pour donner une nouvelle impulsion socio-économique à son pays, inspire confiance. Et c'est sans doute le début d'un grand destin africain pour le Président Azali », souligne-t-il.

Concernant la feuille de route du président en tant que vice-président du bureau de l'UA, le chef de la communication annonce qu'il est en cours de construction mais sans doute qu'elle sera influencée par la situation géopolitique de l'Afrique



Mohamed Abdou Mbechezi.

de l'Est. « Le Président aura certainement un rôle de leadership dans la promotion de la paix, et dans la résolution des conflits entre l'Éthiopie et l'Érythrée, en Somalie, au Mozambique. Je pense que le Président Azali qui fût l'acteur principal des accords de Fomboni et du dialogue inter comorien, lors de la crise séparatiste, a une expérience comorienne à exporter dans la zone avec un rôle de médiation, dans un dialogue de réconciliation régionale », dit Abdou Mbechezi.

Azali Assoumani, président d'un petit état insulaire, particulièrement

vulnérable et impacté par le changement climatique aura sans doute des choses à dire dans la protection de l'environnement et la montée des eaux. Mais les vrais enjeux dans l'avenir proche, c'est bien évidemment, les politiques économiques post-covid qui doivent aider à la reprise de la croissance, à la création de richesses et de valeur ajoutée, dans une Afrique qui a toujours la capacité de rebondir et qui avait une croissance économique plus élevée qu'en Occident, avant cette pandémie.

MY



Moroni, 18 February 2021

Dossier Ref: No: OPS/HRM/2021-22

AVIS DE RECRUTEMENT

Consultation pour l'élaboration d'un manuel de gestion des cas des enfants victimes de violences en Union des Comores

I. Informations générales

L'UNICEF Comores recherche activement un/une candidat ou une institution pour la consultation pour l'élaboration d'un manuel de gestion des cas des enfants victimes de violences en Union des Comores

N.B : Poste réservé uniquement aux candidats de nationalité comorienne.

Fonction : **Consultant (e)**
Fonction du superviseur/Niveau : **Administrateur** au **Programme en charge de la Protection**
Unité Organisationnelle : **Programme**
Lieu de travail : **Ngazidja, Mohéli et Anjouan**
Grade :
Date d'entrée en fonction : **7 mars 2021**

Qualifications requises :

Le/La consultant (e) pour la réalisation de ce travail doit :

- Être titulaire d'un diplôme post-universitaire (MASTER II, DEA ou DESS) en développement organisationnel, en administration ou en sciences sociales ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans l'élaboration de manuels de procédures, de guide de gestion administrative de cas ou d'autres documents similaires ;
- Avoir des connaissances approfondies sur les questions relatives aux programmes de protection de l'enfant ;

- Avoir des bonnes capacités d'écoute, de communication et de travail en équipe ;
- Avoir une Maîtrise parfaite de l'outil informatique et de l'Excel 2007 ;
- Avoir une maîtrise parfaite du français (écrit, lu, parlé).

Pour plus d'informations sur les responsabilités du poste, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/538078?ApplicationSubSourceID=>

II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invités à déposer leurs dossiers de candidature au plus tard le **26 février 2021 à 12 heures, heure des Comores**, composés des pièces suivantes :

1. Une lettre de motivation ;
2. Un CV ;
3. Un formulaire P11 dûment rempli ;
4. Une note méthodologique y compris un chronogramme, décrivant la manière dont le consultant entend conduire cette activité ;
5. Une proposition financière forfaitaire incluant les honoraires, les frais de mission dans les îles de Mohéli et Anjouan, et les coûts divers.

Tout dossier incomplet ou soumis en ligne après le deadline (26 février 2021) ne sera pas considéré.

Seulement les dossiers de candidature incluant tous les documents ci-dessus pourront être retenus pour la sélection.

Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature. Nos avis de vacances sont également disponibles sur le site

<http://www.unicef.org/about/employ/>

Bien vouloir cliquer sur le lien ci-dessous pour accéder directement et rapidement à cet avis de vacance de poste dans notre plateforme de recrutement :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/538078?ApplicationSubSourceID=>

Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines ramohamed@unicef.org ou notre Chef des Operations bpinah@unicef.org

LE CHEF DES OPERATIONS
Banga Pinah

COVID-19

La circulation du virus à Anjouan est quasi stable

Depuis quelques semaines, la situation à Anjouan s'améliore. Aujourd'hui, l'hôpital de Bambao Mtsanga n'enregistre qu'un seul malade à la Covid-19. Le Dr Faouzouz Aboubacar, épidémiologiste appelle la population à renforcer les mesures barrières.

L'implication communautaire commence à apporter ses fruits à Anjouan. Pousser

l'ennemi derrière la frontière demande une forte vigilance et la conscientisation de toute la population. Et c'est ce qui se fait actuellement. « L'engagement citoyen à tous les niveaux et dans toutes les régions a renversé la tendance qui ramène la courbe vers le bas », déclare le directeur régional de la santé, Dr Mohamed Salim Hafi.

La partie n'est pas encore gagnée, selon plusieurs médecins

de la place. La population est appelée à redoubler d'efforts pour éviter la possibilité d'une troisième vague. « Le combat n'est pas fini. Il pourrait être loin d'être gagné si on relâche les mesures barrières et les modes opératoires appropriés pour couper nette la chaîne de contamination », poursuit-il. Pour rappel, l'île d'Anjouan a enregistré 668 cas du 19 mai 2020 au 18 février, dont 13 décès à Bambao Mtsanga.

De son côté, le docteur Faouzouz Aboubacar insiste sur le respect des mesures barrières pour barrer la route à la maladie. « Les mesures barrières doivent se multiplier pour essayer de faire fuir cette maladie », avance-t-il, avant d'ajouter que « comme vous savez, ici à Anjouan nous avons juste un centre d'hospitalisation qui est l'hôpital de Bambao Mtsanga. Alors chacun doit prendre ses responsabilités car

le virus circule. Faire barrage à ce virus est le combat de tous ». Ces derniers temps, on aurait appris encore que la prise en charge à Bambao Mtsanga ne fait pas défaut. Les encouragements et les soutiens de toute nature des uns et des autres contribuent à la maîtrise de la pandémie au niveau de l'île.

Nabil Jaffar

REPRISE DES COURS À L'UNIVERSITÉ DES COMORES

Le ministère opte les cours magistraux à distance

Pour assurer une reprise des cours avec le protocole sanitaire, Moindjié Mohamed Moussa parle d'une alternance des cours pour les écoles et des cours magistraux à distance pour les étudiants de l'université. Par là, il appelle les écoles privées à veiller au respect des mesures pour éviter des sanctions sévères, qui peuvent aller jusqu'à la fermeture de certaines d'entre elles.

24 heures après l'annonce de la réouverture progressive des écoles, le ministre de l'éducation nationale Moindjié Mohamed Moussa est revenu sur la question. Selon lui, cette réouverture n'est pas automatique mais conditionnée à la garantie de protection de la population. « Nous avons pris l'initiative d'ouvrir les écoles pour ne pas impacter l'éducation de nos enfants. Par ailleurs, l'inspection veillera sur l'application des mesures sanitaires pour éviter la propagation de la covid-19. Dès ce lundi 22 février, l'Université des Comores rouvrira ses portes avec des dispositifs conformes aux

règlements sanitaires. « L'année académique comprends trois phases à savoir la phase évaluative, les travaux dirigés et les cours magistraux », énumère-t-il. De ce fait, pour faire respecter la distanciation physique dans une salle de plus de 100 personnes, les cours magistraux se feront par la facilitation de la plateforme classera, c'est-à-dire à distance. Quant aux travaux dirigés et examens, les mesures sanitaires seront au rendez-vous, thermo-flash, masque obligatoire et lavage des mains.

Le problème en est que plus de 80 étudiants et professeurs ne sont pas munis d'ordinateurs portables et certains d'entre eux ne savent même pas comment manier ces outils, sans oublier le problème d'internet. Interrogé sur la question, le ministre dit qu'il est temps que cela change. « Ailleurs, chaque étudiant est muni d'un ordinateur et pourtant ce n'est pas l'Etat qui les fournit. Pourquoi chez nous c'est compliqué. Il faut que les parents s'adaptent, dit-il. Quant à la connexion, j'ai remarqué que plusieurs d'entre eux surfent sur internet et ils devront faire pareil



Moindjié Mohamed Moussa devant la presse.

pour leurs cours», explique-t-il.

Un mois depuis la fermeture des écoles à Mohéli, le ministre de l'éducation nationale parle d'une situation stable au niveau de l'île raison pour laquelle ils ont pris cette décision. « Des séances de rattrapage seront faites des ce lundi 22 février afin de compenser les jours creux. Les acteurs de l'éducation feront le nécessaire », rassure-t-il. Pour le 1er mars, Moindjié fait savoir que la

reprise à Anjouan et Ngazidja se fera en alternance pour mieux respecter la distanciation physique. Les communes, les autorités sanitaires, le ministère de l'éducation vont étudier la procédure envisageable afin d'éviter les risques de contamination. Le ministre appelle les écoles privées à prendre leurs responsabilités. « Cette fois-ci, nous allons prendre les choses en main. Chaque école doit veiller sur l'application

stricte des mesures sanitaires, sinon ces écoles seront fermées et l'inspection y veillera », indique le ministre, avant d'ajouter que « quant aux écoles publiques, les mesures seront de mises. Il est à noter que le ministère de l'éducation travaille avec les autorités sanitaires pour endiguer la pandémie en milieu scolaire ».

Andjouza Abouheir

ELECTION DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS À ANJOUAN

Un avocat fonctionnaire d'Etat serait la cause de l'annulation

Ce mercredi matin, au palais de justice de Mutsamudu, devrait avoir lieu l'élection du bâtonnier et du bureau conseil de l'ordre des avocats. Mais ce scrutin a été annulé à cause d'un avocat « fonctionnaire » de l'Etat.

Les élections du conseil de l'ordre des avocats à Anjouan sont annulées. Elles devraient se dérouler mercredi dernier mais la raison évoquée de ce report par le bâtonnier en exercice serait valable. Selon lui, la décision est motivée par une violation de la loi et il s'agit d'un cas très grave. « J'ai décidé de reporter les élections après avoir mené une enquête et vérifié qu'il y a un collègue enseignant chercheur qui exerce en tant qu'avocat qui se présente aux élections », indique Me Ahmed

Aboubacar, l'actuel bâtonnier.

Interrogé sur l'identité de cet avocat, cet avocat au barreau de Mutsamudu a opté pour le mode opératoire de la rétention. « Je souhaite ne pas prononcer son nom par

mesure de déontologie », se dédouane-t-il, avant d'ajouter que « j'ai mis au courant la cour d'appel de la situation et on attend leur réaction. Une fois qu'on aura une décision de cette juridiction, ce mon-

sieur sera connu du grand public ». Déontologie ! Un mot qui revient de plus en plus souvent dans les couloirs de nos palais de justice. « En aucun cas, je ne peux admettre qu'un confrère traîne les textes dans la boue », lance-t-il.

Selon lui, si la Cour d'appel de Mutsamudu donne raison au bâtonnier en place, c'est une nouvelle page de l'histoire qui s'ouvre au palais de justice à Anjouan. Interrogé sur les audiences défendues et gagnées par ce fonctionnaire avocat, le bâtonnier n'a pas souhaité réagir. Il a renvoyé cette question jugée pertinente au parquet.

Pour mesurer la température du groupe opposé de celui de bâtonnier, Me Abdoulatif Aboubacar a préféré la voix off. Ce groupe est bien majoritaire, mais le cas de cet avocat tricheur a donné pouvoir au

patron du conseil des avocats de reporter ces élections. Devant cette majorité écrasante, mais le bâtonnier laisse entendre qu'« il ne cherche pas à s'éterniser dans ce poste. Il veut faire respecter la loi et couper la chaîne de dysfonctionnement dont cet appareil de plaidoyers fait face tous les jours ». Pour rappel, le conseil de l'ordre des avocats d'Anjouan fonctionne jusqu'à maintenant sans règlement intérieur. Le bâtonnier nous a indiqué qu'il a rédigé le projet, mais l'autre partie voudrait qu'on reste dans cette situation. Un autre imbroglio en perspective, après celui du barreau de Moroni, qui a défrayé la chronique ces derniers mois.

Nabil Jaffar



Maître Ahmed Aboubacar bâtonnier barreau de Mutsamudu.

TÉLÉCOMMUNICATION

Christophe Olivier promet une amélioration du réseau Telco sur Moroni

Le nouveau directeur général de la société Telco reconnaît les turbulences dans la connexion internet du pays. Mais pour lui, il n'y a pas inquiétude car, dit-il, cela fait partie du métier des opérateurs. Dans cet entretien, le patron de la marque jaune évoque plusieurs projets qu'ils comptent mettre en place dans le court et moyen terme. La vulgarisation de la solution Mvola, le lancement de la 4.5G et l'amélioration du réseau à Moroni restent pour l'administrateur au premier plan de leurs inquiétudes.

Ces derniers temps, des turbulences dérangent la connexion internet du pays. Les milliers d'utilisateurs de la capitale ont du mal à faire leurs travaux. Sur ce, le tout nouveau directeur général de Telma Comores Christophe Olivier fait savoir que ces problèmes font partie du métier des opérateurs. « En ce qui nous concerne, je peux vous assurer que nous avons été victimes de notre succès sur les 4 premières années et devons lancer en 2020 un plan pour déployer le réseau 4.5 G qui n'a pas

pu être fait pour cause de crise Covid-19 mais nous avons des assurances que ce projet sera déployé cette année », explique le patron de la marque jaune pour évoquer les mesures à prendre pour éviter des interférences répétitives. Dans le court terme, le directeur général de Telco promet des améliorations qui vont avoir lieu grâce à l'obtention des fréquences supplémentaires qui vont permettre dès le mois de mars aux clients de Moroni de mieux surfer. « Ceci va permettre de limiter la congestion », dit-il.

Christophe Olivier parle d'un énorme succès commercial pour évoquer le bilan de la société depuis son ouverture en 2016. « Nous avons eu en 4 ans 43% de marché en partant de rien. Pendant ces 4 années, nous avons quasiment rattrapé l'opérateur historique. On a une couverture sur les trois îles qui est de bonne qualité et que nous continuons à améliorer notamment avec l'ouverture de sites sur Moroni pour une bonne qualité de nos services », affirme notre interlocuteur. Dans cette optique, il rappelle que le deuxième opérateur étant une société privée ne se contente que de

faire son job en créant des remous dans le pays et laisse entendre que « quand on ouvre la concurrence, on se pose à des difficultés pour l'opérateur historique. Ce qui est le cas ». « On aimerait que l'opérateur historique soit dans une meilleure situation parce que à chaque fois qu'il sera en difficulté, cela rejaillit une bouchée. Nous, on veut faire une croissance, on est là pour apporter du service aux comoriens et non pour bouleverser les équilibres des entreprises nationales », avance sereinement Christophe Olivier.

Un équilibre recherché par la marque jaune et qui pousse le directeur général de ladite société à parler des relations entre les deux opérateurs. Et selon lui, des discussions pour de la coopération technique entre les deux sociétés sont en cours. « Nous avons de part et d'autre intérêt à dialoguer. C'est un confrère et on opère dans le même secteur. Il y a forcément matière à discussion et on discute de coopération technique », rassure-t-il. Pour les clients et les perspectives pour le deuxième opérateur du pays, le nouveau patron de la société évoque une forte vulgarisation du Mvola.



Christophe Olivier directeur général Telco

« Avec le mobile money et la solution Mvola, nous allons apporter beaucoup de services pour le quotidien des comoriens. On pourra tout payer avec Mvola car il s'impose comme le mobile banking numéro 1 pour tous les comoriens », laisse-t-il entendre. Christophe Olivier parle aussi du lancement de la 4.5G et le lancement des solutions de fibre à destination des entreprises au deuxième semestre 2021 mais aussi de la mise en vente de kits d'énergie. Vers le 5G ? Le

directeur évoque une chose qui semble ne pas être nécessaire actuellement mais fait savoir que « dans le domaine, la réalité d'un jour n'est pas celle de l'autre jour ». Dans le développement du Mvola, le patron de Telco souligne un secteur commercial informel qui impacte une grande vulgarisation dans les marchés.

A.O Yazid

HABARI ZA UDUNGA

La redevabilité ou comment rendre compte

« Tsandza nikedro no ntsihibé, ni tsi dhulumu » Sedo

Il fut un temps lors des discussions sur le plan d'action du gouvernement, ce dernier avait déclaré faire sienne le concept de redevabilité comme concept clé dans l'administration comorienne. Il faut savoir que celle-ci peut se définir comme étant « l'obligation de rendre compte de l'exercice d'une responsabilité ». Elle traduit le besoin croissant de la collectivité de se procurer l'opportunité de voir et de dire si les responsables de la gestion des entités publiques ont utilisé les ressources disponibles de façon à en tirer le meilleur avantage possible et s'ils se sont donné les moyens pour évaluer leurs performances.

Pour marquer sa volonté d'aller dans cette direction le chef de l'État d'alors avait promulgué le 21 juin 2011, la Loi N°08-013/AU du 25 juillet 2008, relative à la transparence des activités publiques, économique, financière et sociale de l'Union des Comores et ce pour donner le signal dans cette direction. Depuis ce temps là, les choses n'ont guère évolué.

Pour information, les institutions internationales définissent la gouvernance comme étant la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales du pays. Cette gouvernance s'appuie sur trois piliers qui sont : la primauté du droit, la

transparence et l'équité, l'imputabilité ou encore la redevabilité.

Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce concept constitue un ingrédient essentiel d'une bonne gouvernance dans la mesure où « il ne peut y avoir de développement sans un bon gouvernement. Il est certes difficile de définir ce qu'il faut entendre par un bon gouvernement, mais la compétence et l'honnêteté, le sens des comptes à rendre au public, une large participation de la population aux débats et aux décisions touchant les questions centrales et d'une façon générale, l'engagement de l'initiative individuelle ou communautaire en sont manifestement des ingrédients indispensables. »

Ainsi les personnes investies de la mission de diriger les affaires publiques sont tenues comptables de leurs actes. Il leur incombe, quelque soit le niveau de responsabilité auquel elles appartiennent, l'obligation de démontrer qu'elles ont apporté à la direction des affaires les soins qu'appelle une gestion prudente et efficiente des ressources mises à leur disposition.

La redevabilité exige que ceux qui demandent des comptes soient à même d'être des exemples à suivre. C'est un exercice difficile mais qui peut être salutaire pour un pays en

proie à l'injustice. Il appartient au chef de l'État en tant que garant de la justice d'apporter sa contribution pour que les citoyens aient le senti-

ment que tout est fait avec mesure et équité. La redevabilité ne doit plus être simplement un concept. Elle doit être un outil pour avancer dans

le développement économique et social de nos pays en marge de la marche du monde.

Mmagaza



RECRUTEMENT

Dans le cadre du développement de ses activités la BIC Comores filiale du Groupe Panfricain Atlantic Financial Group recrute un

CHARGE D'AFFAIRES ENTREPRISES SENIOR

• Principales missions :

En prise directe sur l'économie réelle, expert de son marché local, le Chargé d'affaires entreprises est au cœur de la mission de financement des banques. Il a pour mission principale de proposer des solutions financières (épargne salariales, placements, crédits, etc.) adaptées au besoin des clients Entreprises /institutions de la banque en analysant leur situation financière.

• Principales activités

- Analyser la situation économique et financière de l'entreprise, cliente ou prospect, pour identifier ses besoins
- Conseiller l'entreprise et son dirigeant et gérer la relation au quotidien, tant pour ses activités domestiques qu'internationales
- Monter les dossiers de financement et négocier les conditions financières et les garanties
- Veiller aux notions de risques et de rentabilité pour la banque
- Développer la clientèle en prospectant de nouveaux clients

• Qualités requises

- Bonne culture générale et parfaite connaissance de l'environnement et de l'activité bancaire, sens commercial affirmé
- Autonomie et aptitude à prendre des décisions
- Qualités de négociateur
- Maîtrise de la gestion des risques
- Maîtrise de l'outil informatique

• Profil du poste

- Master professionnel, Banque/Finance ou tout autre diplôme équivalent
- Au moins cinq années d'expérience à un poste similaire dans le secteur financier
- Connaissances Marketing et Communication

Dossier de candidature

Faites parvenir vos CV, lettres de motivation et prétentions salariales avant le **28 Février 2021 à 00h**, à l'adresse suivante : recrutementbic@biccomores.net

FÉDÉRATION COMORIENNE DE FOOTBALL

Standing technico-tactique des Cœlacanthes face au Togo et Égypte, en mars prochain

Avec tous les aléas rencontrés, les joueurs des Coelacanthos, renforcés par une fibre patriotique, restent persévérants pour l'avenir. Un coup d'œil panoramique sur leur état technico-tactique révèle qu'ils sont solides, solidaires et performant dans leur club respectif. En clair, la maturité d'esprit du groupe est assurée. Pour eux, le rêve d'une qualification tant couvée scintille bien à l'horizon. La discipline retrouve graduellement sa dignité. C'est un atout que les autorités nationales et la Ffc doivent exploiter à bon escient. Compte rendu.

Malgré les leurs difficultés, en termes de disponibilité en temps par rapport à la contrainte professionnelle, les joueurs des Coelacanthos restent persévérants et confiants pour la qualification de la Coupe d'Afrique des Nations (Can 2022). Le dernier léger obstacle, c'est le duel, Comores/Togo. Un mini reportage relatif à l'état médical, physique, psychologique et technico-tactique révèle que ces ambassadeurs des Comores sont utiles et performants dans leurs clubs respectifs. Ils sont

arrivés à maturité. Cette discipline, locomotive du pays, tend à retrouver sa dignité et assurer son rôle de vitrine. En Suisse au club Lausanne Ouchy, Raffidine Abdullah, dans l'Hexagone, à l'Us Créteil, Kassim Ahamada, ou encore en Espagne, à Atlético Benbibre, Nouridine Ibouroi, qui paraissaient douter, rejaillissent et ont retrouvé la cadence du jeu. Techno-tactiquement, ils sont sur un élan de prouesse.

Djudja et Faïz Faïdine, opportunistes dans ou à la périphérie des surfaces de réparations, évoluent en Afrique, notamment en Mauritanie, sous le coaching de l'entraîneur national Amir Abdou. A force de se confronter avec les grands clubs avoisinant, ces expatriés sont agueris et en nette progression. Ils peuvent apporter un tonus et une motivation supplémentaire dans l'orientation offensive des Cœlacanthes.

« Le duo de feu des Coelacanthos, El Fardou Ben Mohamed et Faïz Selemani sont productifs dans leur club respectif », lit-on dans le site Comoros Football269. Dans le championnat de la Serbie, à l'Etoile Rouge de Belgrade, Ben Fardou, baptisé

Monsieur but, fait des bouleversements. Il reste incontournable et inamovible. De son côté, en Belgique, Faïz Selemani, au Courtrai en Jupiter Pro League, au fil des journées et des duels en coupe de Belgique, fait une bonne impression. Cette révélation en puissance enflamme d'un temps à l'autre le stade. Certains resplendissants joueurs s'illustrent régulièrement dans leur milieu. Bendjaloud Youssef (Mans club), Nasser Chamed (Gaz Metan), Mohamed

Youssef (Ac Ajaccio), Saïd Bakari (Eredivisie). Les autres éléments, que vous connaissez bien, même si votre journal ne mentionne pas les noms, réalisent une saison sportive fructueuse. « Même si dans l'ensemble, les internationaux comoriens prospèrent paisiblement, d'autres ne sont pas épargnés par des blessures », rapporte-t-il.

Ils sont victimes des complications musculaires des membres inférieurs : Chaker Alhadhur (rupture de ligament du genou), Ahmed

Soilihi (opération de la rotule), Ahmed Mogne (fracture 2e métatarsale), Fouad Bachirou (rétabli, après un embarras musculaire), Bachirou (blessure à la cuisse). Malgré cette cascade de blessés, les ambitions des Coelacanthos restent vivifiées. Les deux rencontres restantes, comptant pour la qualification de la Can 2022 ne suscitent pas la frayeur : Togo au complexe omnisports Maluzini et Égypte au Caire.

Bm Gondet



La Gazette des Comores

Directeur général
Saïd Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Saïd Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssef

Secrétaire de rédaction

Toufè Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

Raanti Aboubakar (Stagiaire)

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Saïd Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Extrait de cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Mutsamudu le 17 décembre 2020.

L'an 2021

Et le 15 février 2021

Nous, Maître CASTELLANI Ben Amir, Avocat au Barreau de Mutsamudu, soussigné, avons dressé le présent cahier des charges d'adjudication d'un immeuble.

En vertu d'une ordonnance d'injonction de payer N°04/020 date du 25/02/2020 et pour l'exécution de la grosse en forme dûment exécutoire en date du 25 mai 2020 délivrée par Maître MAHAMOUD KADI SOILIHI, Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de Mutsamudu, la Société Nationale de la Poste et des Services des Finances (SNPSF) a fait servir le 23/09/2020 à la Société BATIMENT ASSO CONSTRUCTION siège social Bambao Mtsanga-Anjouan, représentée par Monsieur ALI SAID OMAR, né et demeurant à Bazimini et Bambao Mtsanga un commandement de payer aux fins saisie, pour parvenir à la vente par adjudication de la propriété ci-après désignées :

La propriété dite « Bâtiment ASSO » sise à Boco Bamba Mtsanga d'une contenance déclarée de deux ares trente-cinq centiares (02A 35CA), suivant la réquisition d'immatriculation N°1845-DN déposée à la conservation foncière de Mutsamudu-Anjouan sous le titre foncier 6106-DN en date du 09 mars 2015.

Cet immeuble présentement affecté en hypothèque au profit de la Société Nationale de la Poste et des Services des Finances (SNPSF), appartient en toute propriété à Monsieur ALI SAID OMAR.

Mise à prix :

La propriété dite « Bâtiment ASSO » sise à Boco Bamba Mtsanga d'une contenance déclarée de deux ares trente-cinq centiares (02A 35CA), suivant la réquisition d'immatriculation N°1845-DN déposée à la conservation foncière de Mutsamudu-Anjouan sous le titre foncier 6106-DN en date du 09 mars 2015 appartient en toute propriété à Monsieur ALI SAID OMAR.

Les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par la poursuivante, soit la somme de :

35.027.904,75 Kmf (Trente-cinq millions vingt-sept mille neuf cent quatre virgule soixante-quinze francs comoriens).

La vente se tiendra aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, **le mercredi 10 mars 2021 à 9H00MN au Tribunal de Commerce de Mutsamudu.**

Maître CASTELLANI Ben Amir





Au service
des peuples
et des nations

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conséquences socio-économiques dues au COVID-19 : EFOICOM, CNSPSPG et le PNUD avec l'appui du Fonds canadien d'initiatives locales, renforcent leur partenariat pour soutenir les activités économiques des jeunes et des femmes affectés par la pandémie.

Moroni le 15 février 2021- Alors que la 2ème vague de COVID-19 a pris une ampleur inédite dans le pays, renforçant les difficultés sanitaires et socio-économiques vécues par la population, la plateforme Entreprendre aux Féminins aux Comores (EFOICOM), a un accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la mise en œuvre d'un projet pilote pour renforcer la résilience économique des jeunes et femmes vulnérables impactés par le COVID-19 sur l'ensemble du territoire avec la collaboration du Commissariat National à la Solidarité, à la protection Sociale et à la Promotion du Genre (CNSPSPG).

Cet accord entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet visant à Renforcer la résilience communautaire des zones les plus vulnérables des Comores afin d'apporter une réponse pour les communautés contre la violence et en promouvant l'engagement des jeunes et des femmes dans la réponse au COVID » financé par le Fonds canadien d'initiatives locales en partenariat avec le PNUD, l'UNICEF et l'UNFPA.

« Notre plateforme EFOICOM vise à promouvoir le genre de manière générale dans notre société mais aussi l'entreprenariat au féminin. Rassembler, conseiller et guider toutes les femmes comoriennes ayant une entreprise, une activité génératrice de revenu ou ayant un fort désir d'entreprendre quel que soit son secteur d'activités est notre raison d'être. Il était donc important pour nous de nous mobiliser dans cette période pour apporter une réponse aux difficultés spécifiques amenées par la pandémie pour les femmes, les femmes entrepreneures en particuliers et les jeunes», a déclaré Moufida Mohamed, Présidente d'EFOICOM

En effet, des initiatives solidaires pilotes entre les jeunes, les femmes communautaires et femmes entrepreneures comoriennes sont prévues.

« Pour le PNUD, et particulièrement en cette période où les inégalités se renforcent en raison de la pandémie,

c'est un devoir de contribuer à la cohésion sociale, de ne laisser personne de côté et d'atténuer les difficultés vécues par les groupes vulnérables. Le travail réalisé avec EFOICOM et les autres partenaires doit contribuer dans ce sens et appelle d'ores et déjà à renforcer notre engagement et celui des partenaires pour une réponse socio-économique d'envergure, en complément des efforts en matière sanitaire », a ajouté Fenella Frost, Représentante Résidente du PNUD aux Comores.

Au niveau national, les activités liées à ce projet sont mises en œuvre en collaboration avec le CNSPSPG, le Réseau National des Femmes d'Affaires Comoriennes (RESNAFE) et la plateforme Femmes et Développement Durable.

Pour Mariama Ahamada Msa, Commissaire Nationale à la Solidarité,

à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre, ce projet va permettre à la fois de mieux connaître les besoins des femmes vulnérables et de financer, à titre pilote des projets de solidarité portés par des femmes : « Ce projet va nous permettre d'identifier les besoins de dix groupements de femmes des secteurs de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et de l'artisanat, de créer un outil de collecte et de remontées d'information sur les besoins des femmes les plus vulnérables auprès des comités locaux et des partenaires, et de financer 20 projets solidaires portés par des femmes et des jeunes au sein des communautés vulnérables ».

Le budget alloué pour la mise en œuvre de ces activités est de 20 136 752 de francs Comoriens.

À propos d'EFOICOM : une plateforme nationale visant à rassembler, conseiller et guider toutes femmes ayant soit une entreprise, une activité génératrice de revenu ou ayant un fort désir d'entreprendre quel que soit son secteur d'activités. Les actions mises en place permettent de Développer leurs compétences personnelles et aptitudes dans la gestion de leurs entreprises à travers des formations, Masterclass ou du mentoring. Elle collabore avec toutes entités visant telles que les instances étatiques, les organisations de la société civiles ainsi que les partenaires techniques et financiers.

À propos du PNUD :

Le PNUD développe des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Fonds canadien d'initiatives locales :

Le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) accorde du financement modeste à des projets de petite échelle qui génèrent d'importants résultats, et ce, dans plus de 120 pays admissibles à recevoir de l'aide publique au développement. Les projets sont planifiés et mis en œuvre principalement par des organismes locaux et sont sélectionnés et approuvés par l'ambassade ou le haut-commissariat du Canada respectif.

Pour plus d'informations :

EFOICOM
Adresse : Maison de l'emploi - Moroni
Tel. : +269 349 55 55
Email: efoicom2012@gmail.com